

#end snowwashing



Mettre fin au problème du blanchiment d'argent au Canada grâce à un registre de la propriété effective accessible au public

Un manuel de sensibilisation



Canadiens *pour une*
fiscalité équitable
Canadians for Tax Fairness



**PUBLISH WHAT
YOU PAY CANADA**



**TRANSPARENCY
INTERNATIONAL
CANADA**

À propos de ce manuel

Ce manuel donne un aperçu de la manière dont un registre des sociétés des propriétaires effectifs accessible au public peut aider le Canada à résoudre les problèmes liés aux abus des sociétés anonymes, notamment le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale et la corruption. Il est conçu comme un guide sommaire à l'intention des défenseurs, faisant référence à des ressources supplémentaires sur l'utilisation de la transparence de la propriété effective pour dissuader les espèces illicites.

© La reproduction en tout ou en partie est autorisée, à condition que l'équité fiscale des Canadiens soit pleinement reconnue et que cette reproduction, en tout ou en partie, ne soit pas vendue ou incorporée dans des œuvres qui sont vendues. Une autorisation écrite doit être demandée à Canadiens pour une fiscalité équitable, si une telle reproduction est susceptible d'adapter ou de modifier le contenu original.

Toutes les mesures ont été prises pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans ce rapport. Toutes les informations étaient considérées comme exactes en date d'avril 2020.

À propos de Canadiens pour une fiscalité équitable



Canadiens *pour une*
fiscalité équitable
Canadians for Tax Fairness

Canadiens pour une fiscalité équitable est une organisation à but non lucratif dont l'objectif est de sensibiliser le public aux questions cruciales de la justice fiscale afin de changer la façon dont les Canadiens parlent de la fiscalité. Nous plaidons pour des politiques gouvernementales justes et progressistes visant à construire une économie forte et durable, à réduire les inégalités et à financer des services publics de qualité.

À propos de Publiez ce que vous payez Canada



**PUBLISH WHAT
YOU PAY CANADA**

Publiez ce que vous payez Canada fait partie du mouvement mondial des organisations de la société civile Publiez ce que vous payez, qui s'efforcent de rendre la gouvernance du pétrole, du gaz et des minéraux, ouverte, responsable, durable, équitable et adaptée à tous. En tant que mouvement, nous envisageons un monde où tous les peuples bénéficient de leurs ressources naturelles, aujourd'hui et demain. Lancé en 2008, PCQVP-Canada compte aujourd'hui 15 membres et réalise son travail par le biais du plaidoyer, de la recherche et de la sensibilisation du public pour promouvoir et obtenir une meilleure divulgation des informations sur les projets de l'industrie extractive.

À propos de Transparency International Canada



**TRANSPARENCY
INTERNATIONAL
CANADA**

Transparency International Canada (TI Canada) est la section canadienne de Transparency International. Depuis sa fondation en 1996, TI Canada a été au premier plan du programme national de lutte contre la corruption. En plus de préconiser une réforme juridique et politique sur des questions telles que la protection des dénonciateurs, les marchés publics et la divulgation des informations, nous concevons des outils pratiques pour les entreprises et les institutions canadiennes qui cherchent à gérer les risques de fraude, et nous servons de ressource anticorruption pour les organisations à travers le Canada.

Remerciements

PCQVP-Canada, Transparency International Canada et Canadiens pour une fiscalité équitable sont reconnaissants à Open Society Foundations d'avoir appuyé la rédaction de ce manuel. Les idées et opinions contenues dans cette publication sont entièrement la responsabilité de son auteur et ne représentent ou ne reflètent pas nécessairement les Open Society Foundations.

Auteur : Erika Beauchesne

L'auteur tient à remercier les chercheurs et les rédacteurs qui ont contribué à la réalisation de ce manuel, notamment, mais pas exclusivement, ceux de : Mora Johnson, Emily Nickerson, Toby Sanger, James Cohen, Eric Hansen, Sasha Caldera, Michael Cuenco, Briana MacLeod, Kevin Comeau, Vanessa lafolla et d'autres. Toute erreur ou omission doit être attribuée uniquement à l'auteur.

Conception : Deana Oulianova, DIMA Design Studio

Table des matières

Introduction : Qu'est-ce que la transparence de la propriété bénéficiaire?	5
Le problème du blanchiment de l'argent au Canada : l'abus des sociétés anonymes.....	5
La solution : Un registre des propriétaires effectifs des sociétés accessible au public.....	6
Section 1 : L'impact des sociétés fictives anonymes au Canada	7
Les sociétés secrètes favorisent le crime et la corruption.....	7
Des fonds anonymes inondent l'immobilier canadien.....	9
Risques pour les entreprises canadiennes légitimes.....	11
Augmentation des coûts de conformité pour les entreprises.....	11
Évitement fiscal et fraude fiscale.....	12
Section 2 : Ce qui est fait alors que le Canada s'oriente vers la transparence de la propriété bénéficiaire	13
Échéancier des progrès.....	13
Le contexte mondial et la nécessité d'une solution canadienne.....	14
Section 3 : Comment le Canada peut créer un registre accessible au public efficace	15
Fixer le bon seuil : quel est le degré de propriété requis pour la divulgation ?.....	15
Domaines d'information qui devraient être recueillis dans un registre accessible au public.....	16
Application et sanctions.....	16
Validation des informations et des solutions techniques.....	16
Mettre en lumière le secret d'entreprise tout en préservant la vie privée des individus.....	17
L'accessibilité est la clé d'un registre public efficace.....	18
Que pourriez-vous faire avec ces informations ? Leçons tirées du Royaume-Uni.....	18
Conclusion	19
Références	20

Introduction

Qu'est-ce que la transparence de la propriété bénéficiaire?

Le problème du blanchiment de l'argent au Canada : l'abus des sociétés anonymes

Le Canada a fait la une des journaux internationaux en tant que destination attrayante pour les kleptocrates, les criminels et les fraudeurs fiscaux. Les experts estiment que 47 à 130 milliards de dollars de fonds illicites sont acheminés par l'économie chaque année.¹ Cela représente plus de 5 % du PIB du Canada en 2019. La tendance à nettoyer l'argent sale au Canada s'est tellement répandue qu'il y a même un nom pour cela, « blanchiment d'argent ».²

Il n'est pas étonnant que les criminels visent le Canada, lequel possède l'une des législations les plus faibles au monde en matière de transparence des entreprises.³ Il existe des contrôles plus rigoureux pour obtenir une carte de bibliothèque que pour créer une société-écran.⁴

Tous ceux qui possèdent une société secrète ne sont pas des criminels. Des milliers de sociétés-écrans légitimes opèrent dans le pays. Mais les lacunes de la législation canadienne permettent aux véritables propriétaires d'entreprises de rester anonymes, ce qui permet aux criminels d'entrer dans notre économie et nos communautés, où ils causent des dommages importants.

Autres ressources sur le problème du blanchiment d'argent au Canada

- En 2019, l'ancien commissaire adjoint de la GRC au Canada a publié un rapport, *Dirty Money Part 2*, sur la façon dont le blanchiment d'argent est entré dans l'économie générale. Il a découvert 13 678 propriétés résidentielles en Colombie-Britannique (C.-B.) appartenant à des personnes ou à des entités qui avaient des adresses de service dans l'un des 113 pays à l'extérieur du Canada, dont plus d'un cinquième proviennent de juridictions connues pour leurs risques élevés.⁵
- Un groupe d'experts nommé par le gouvernement de la Colombie-Britannique a publié son rapport de 2019, intitulé *Combating Money Laundering in BC Real Estate (Combattre le blanchiment d'argent dans l'immobilier en Colombie-Britannique)*, estimant que plus de 7 milliards de dollars ont été blanchis dans la province en 2018. Le rapport conclut que la divulgation de la propriété effective est « la mesure la plus importante qui puisse être prise pour lutter contre le blanchiment d'argent, mais elle est malheureusement sous-utilisée tant au niveau international qu'au Canada ».⁶
- Les reportages des journalistes du *Toronto Star*, Robert Cribb et Marco Chown Oved ont documenté le problème du blanchiment d'argent au Canada.⁷

La solution : Un registre des propriétaires effectifs des sociétés accessible au public

Les experts ont recommandé une plus grande transparence des véritables propriétaires des entreprises, appelés « propriétaires effectifs ».⁸ Rendre publiques les informations sur la propriété peut dissuader les criminels d'utiliser des sociétés anonymes pour cacher de l'argent sale.

Les gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux disposent déjà de registres du commerce, qui sont mis à jour quotidiennement à mesure que des sociétés sont créées, dissoutes, fusionnées ou subissent des changements de propriété, d'adresse ou toute autre information.⁹

Un registre des sociétés des propriétaires effectifs, accessible au public, fournirait des informations supplémentaires sur les véritables propriétaires des sociétés, et comprendrait des informations de base permettant d'identifier ces personnes, telles que leur nom, l'année et leur mois de naissance.

Autres ressources sur un registre des propriétaires effectifs des sociétés accessible au public

- *Secret Entities: A legal analysis of the transparency of beneficial ownership in Canada* par Mora Johnson, 2018.¹⁰ Voir p. 6 sur la scène canadienne, p. 20 sur les registres des sociétés provinciaux et fédéraux, et p. 29 et 40 pour les principales recommandations.
- *Building a Transparent, Effective Beneficial Ownership Registry* par Mora Johnson, 2019.¹¹ Voir pages 7-8 pour les ensembles de données et les considérations de conception.



Section 1

L'impact des sociétés fictives anonymes au Canada

Les sociétés secrètes favorisent le crime et la corruption

La faiblesse des lois sur la transparence a fait du Canada un refuge pour les criminels du monde entier. Dirty Money - Part 2 signale de nombreux cas où les produits de crimes commis à l'étranger, tels que des fraudes bancaires à grande échelle présumées en Chine,¹² sont entrés au Canada. Plus récemment, le Canada a perdu quatre points pour se retrouver au 12e rang de l'indice mondial de perception de la corruption de Transparency International, se plaçant ainsi derrière des pairs tels que l'Allemagne et la Norvège. L'indice annuel a indiqué que le problème du blanchiment d'argent au Canada était l'une des principales raisons de ce déclasserment.¹³

Le taux de réussite de la GRC en matière de condamnation pour blanchiment d'argent est une fraction de ce qu'il est pour d'autres crimes. Dans 80 % des cas, un suspect ne peut pas être identifié et seul un tiers des affaires qui font l'objet d'un procès aboutissent à une condamnation.¹⁴ Les enquêteurs sont frustrés par l'impossibilité d'identifier le propriétaire d'une entreprise utilisée pour dissimuler des activités criminelles. Les forces de l'ordre doivent demander ces informations, ce qui retarde les enquêtes et risque d'alerter les criminels. Un registre public peut aider les autorités à identifier discrètement les coupables.

Le blanchiment d'argent contribue au crime organisé, au trafic de drogue et au trafic sexuel, ainsi qu'à la crise du fentanyl au Canada,¹⁵ et les conséquences négatives se font sentir bien au-delà de nos frontières. Par exemple:

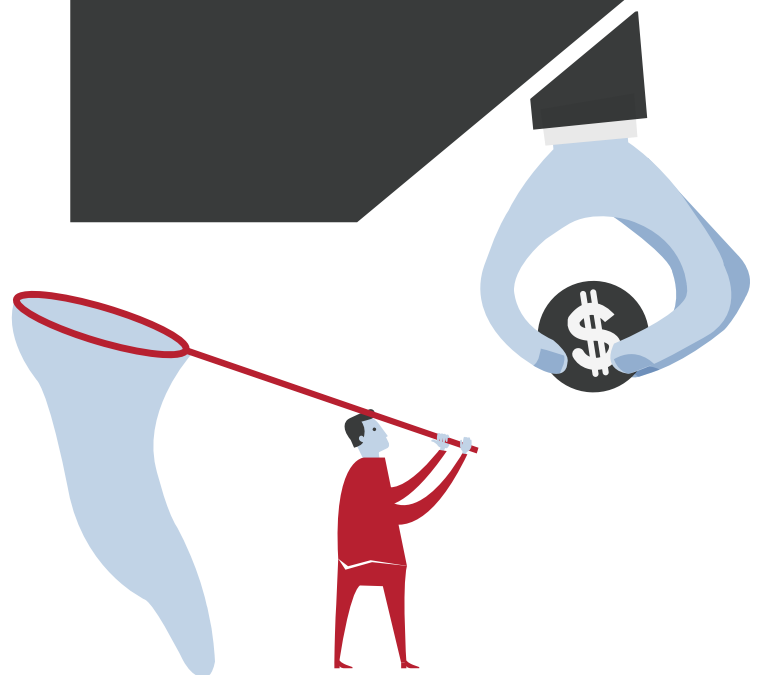
- Les sociétés-écrans sont utilisées par des criminels et des fonctionnaires corrompus dans le monde entier, des dictateurs violents et des barons de la drogue, aux terroristes tels que le Hezbollah qui a financé en partie ses activités, en utilisant des sociétés de Caroline du Nord pour la contrebande de cigarettes.¹⁶
- Une étude de la Banque mondiale a révélé que 70 % des importantes affaires de corruption concernaient la propriété cachée et l'utilisation abusive de sociétés fictives.¹⁷

Les registres publics peuvent prévenir la corruption avant qu'elle ne se propage. Après la mise en place d'un registre public au Royaume-Uni, on a constaté une diminution significative d'un type d'arrangement de société communément associé au blanchiment d'argent, les Scottish Limited Partnerships (SLP).¹⁸ Les SLP n'ont pas à identifier les partenaires associés et ont été utilisés dans des scandales financiers tels que des fraudes ou des trafics d'armes.¹⁹ Après la création d'un registre public au Royaume-Uni en 2016, une étude du groupe de défense Global Witness a révélé que la constitution de SLP avait diminué de 80 % par rapport à son apogée en 2015.²⁰

Le fait de rendre publiques les informations sur la propriété bénéficiaire peut freiner les flux financiers illicites et réduire la criminalité organisée.

Autres ressources sur le lien entre les sociétés-écrans anonymes, la criminalité et la corruption

- *Why we fail to catch money launderers 99% of the time*, par Kevin Comeau, pour l'Institut CD Howe, mai 2019.²¹
- *Anonymous Companies: How hidden company ownership is a major barrier in the fight against poverty and what to do about it* par Global Witness, mai 2013.²²
- *Terrorism, Inc.: How Shell Companies Aid Terrorism, Crime, and Corruption*, par Diana L. Ohlbaum, Open Society Foundations, 2013.²³
- *The Companies We Keep: What the UK's open data register actually tells us about company ownership*, Global Witness, juillet 2018.²⁴
Voir page 3 pour les effets de dissuasion criminelle.



Des fonds anonymes inondent l'immobilier canadien

Le montant du blanchiment d'argent dans le secteur immobilier de la Colombie-Britannique a atteint 5,3 milliards de dollars en 2018, soit près de 5 % des transactions immobilières de la province, selon les estimations du groupe d'experts sur le blanchiment d'argent nommé par le gouvernement de la Colombie-Britannique.²⁵

Le rapport 2016 de Transparency International Canada, intitulé « No Reason to Hide », a révélé que près de la moitié des propriétés les plus précieuses de Vancouver étaient cachées derrière des sociétés fictives, des fiducies et des propriétaires sélectionnés.²⁶

Vancouver n'est pas seule. Le rapport de suivi de TI Canada pour 2019, OPACITY : Why Criminals Love Canadian Real Estate (And How to Fix It) a examiné plus de 1,4 million de transactions immobilières dans la région du Grand Toronto, où les prix sont montés en flèche. Le rapport a révélé que les entreprises étaient trois fois plus susceptibles que les particuliers d'acheter des biens immobiliers sans hypothèque. Et, au moins 20 milliards de dollars sont entrés sur le marché immobilier de la RGT au cours de la dernière décennie sans que les propriétaires réels ne soient surveillés ou soumis à une diligence raisonnable.²⁷

Montréal a également fait la une des journaux après que des journalistes d'investigation aient découvert en 2017 que près de 30 millions de dollars de biens immobiliers avaient été achetés par des fonctionnaires et des personnes politiquement exposées de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest où la corruption est endémique.²⁸

De plus, une enquête récente de l'émission Enquête de Radio-Canada a révélé les risques que de l'argent sale entre sur le marché de l'immobilier à Montréal par le biais d'une enquête d'infiltration.²⁹



Montréal a également fait la une des journaux après que des journalistes d'investigation aient découvert en 2017 que près de 30 millions de dollars de biens immobiliers avaient été achetés par des fonctionnaires et des personnes politiquement exposées de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest où la corruption est endémique.²⁸

Risques pour les entreprises canadiennes légitimes

Dans l'environnement commercial à la fois complexe et en rapide évolution d'aujourd'hui, il est essentiel que les entreprises fassent preuve de diligence raisonnable. Savoir exactement avec qui elles font des affaires aide les petites et moyennes entreprises (PME) à prendre des décisions éclairées sur leurs chaînes d'approvisionnement et leurs partenaires.

Les propriétaires de PME investissent souvent tout dans leur entreprise, mais les criminels qui abusent des sociétés fictives ne s'en préoccupent pas. Ils n'existent que pour dissimuler les produits du crime.

Les criminels veulent rester anonymes pour toutes sortes de raisons, de la fraude au détournement de fonds, qui peuvent toutes avoir de grandes implications pour les PME.

Des entreprises légitimes ont perdu des millions après avoir été exploitées par des criminels utilisant des sociétés-écrans.³⁰ Il est difficile pour les forces de l'ordre de traquer les auteurs de ces crimes et de récupérer les fonds en raison de la structure secrète de ces entités.

Augmentation des coûts de conformité pour les entreprises

Les entreprises canadiennes ont besoin d'une plus grande transparence. Une enquête sur la fraude menée par Ernst and Young a révélé que 91 % des cadres supérieurs estiment qu'il est important de connaître la propriété effective ultime des entités avec lesquelles vous faites des affaires.³¹ Sinon, les entreprises consacrent un temps et des ressources précieux à la vérification préalable, ce qui ajoute une autre couche de paperasserie qui étouffe les investissements des entreprises.

Un registre public permettrait d'alléger les coûts de mise en conformité pour plus de 31 000 entreprises et professions non financières canadiennes désignées, ainsi que pour les institutions financières qui sont tenues d'exercer une diligence raisonnable à l'égard de leurs clients en vertu des lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Depuis que le Royaume-Uni a lancé son registre public en 2016, une majorité (64 %) des entreprises ont trouvé utiles les informations accessibles au public. Près d'un tiers d'entre elles ont jugé ces informations «très utiles».³²

Le coût mineur que représentent pour les entreprises la mise en place et la tenue d'un registre serait éclipsé par des économies plus importantes en matière de conformité, en particulier pour les petites entreprises aux ressources limitées. Le coût global médian de la mise en conformité au Royaume-Uni était relativement faible, à peine 125 £³³ (environ 240 \$ canadiens).

Il a également été demandé aux entreprises si la collecte et la transmission d'informations avaient eu une incidence sur le fonctionnement de leur entreprise. La majorité (95 %) a répondu que cela n'avait eu aucun impact. En fait, certains ont déclaré que l'augmentation de la transparence des entreprises par le registre était économiquement avantageuse, car elle aurait probablement pour effet d'améliorer la confiance des entreprises et d'entraîner une augmentation des investissements.³⁴

Les coûts de mise en conformité sont également supportés par les institutions financières qui consacrent de vastes ressources aux activités que le gouvernement pourrait réaliser avec un registre. Un registre centralisé et accessible au public permettrait de réaliser des gains d'efficacité importants dans de nombreux secteurs de l'économie.^{35,36}

Évitement fiscal et fraude fiscale

Les gouvernements perdent chaque année des milliards en raison de la fraude et de l'évasion fiscales. Les experts estiment que jusqu'à 10 % du PIB mondial est planqué à l'étranger.³⁷ La situation est pire dans les régions en développement comme l'Amérique latine, où plus de la moitié des richesses privées sont transférées à l'étranger.³⁸

Des scandales tels que les Papiers de Panama ont donné un aperçu du rôle du Canada dans l'évasion fiscale internationale. Près de 900 Canadiens ont été cités dans les fuites des documents de Panama 2016³⁹ et 3 000 dans les documents Paradise 2017,⁴⁰ et le Canada a contribué au problème mondial par la faiblesse de ses règles de transparence.

Les chercheurs ont découvert qu'une « grande partie » des richesses offshore provient de sociétés fictives, de trusts, de fondations et de holdings personnels constitués dans d'autres paradis fiscaux.⁴¹

Des cas importants d'évasion fiscale internationale ont été liés à des entités anonymes au Canada, y compris la plus grande opération de fraude fiscale de l'histoire de la Russie. Entre 2008 et 2013, les syndicats du crime russes ont saupoudré les produits illicites en utilisant des entités qu'ils avaient constituées dans tout le Canada, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick à l'Alberta et à la Colombie-Britannique.⁴²

Ces dossiers auraient été plus faciles à enquêter si un registre public de propriété effective avait été mis à la disposition des forces de l'ordre, de l'Agence du revenu du Canada et du CANAFE, ainsi que des journalistes, de la société civile, des dénonciateurs et du public.

Les fraudeurs fiscaux l'ont admis. Mossack Fonseca, le cabinet d'avocats au cœur des Papiers de Panama, a utilisé une société à numéro du Québec pour faciliter un régime fiscal pour une société minière péruvienne.⁴³ Les communications internes du cabinet d'avocats ont révélé comment le manque de transparence de la propriété bénéficiaire en faisait un lieu d'affaires attrayant : « Il est impossible pour le système gouvernemental de revenu du Canada d'examiner de telles informations pour chaque entreprise », ont-ils écrit.⁴⁴

Alors que des milliards de dollars s'échappent dans l'économie souterraine, la charge fiscale se déplace vers les honnêtes citoyens et les entreprises. L'écart fiscal total du Canada - c'est-à-dire le montant des impôts dus par rapport à celui que le gouvernement perçoit - pourrait atteindre 47 milliards de dollars par an, selon un rapport du Conference Board du Canada publié en 2017.⁴⁵ En 2019, l'ARC a estimé que l'écart d'imposition des sociétés pourrait atteindre à lui seul 11 milliards de dollars.⁴⁶

Depuis la fuite explosive des documents de Panama 2016, le gouvernement fédéral s'est engagé à sévir contre l'évasion et la fraude fiscale offshore massive, mais le Canada ne peut pas s'attaquer aux réseaux mondiaux sophistiqués sans renforcer les lois sur le secret chez lui. Tant qu'il n'aura pas levé le voile sur la propriété anonyme, les sociétés-écrans seront utilisées pour des crimes financiers, ce qui coûtera aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux des milliards de dollars en pertes de revenus.

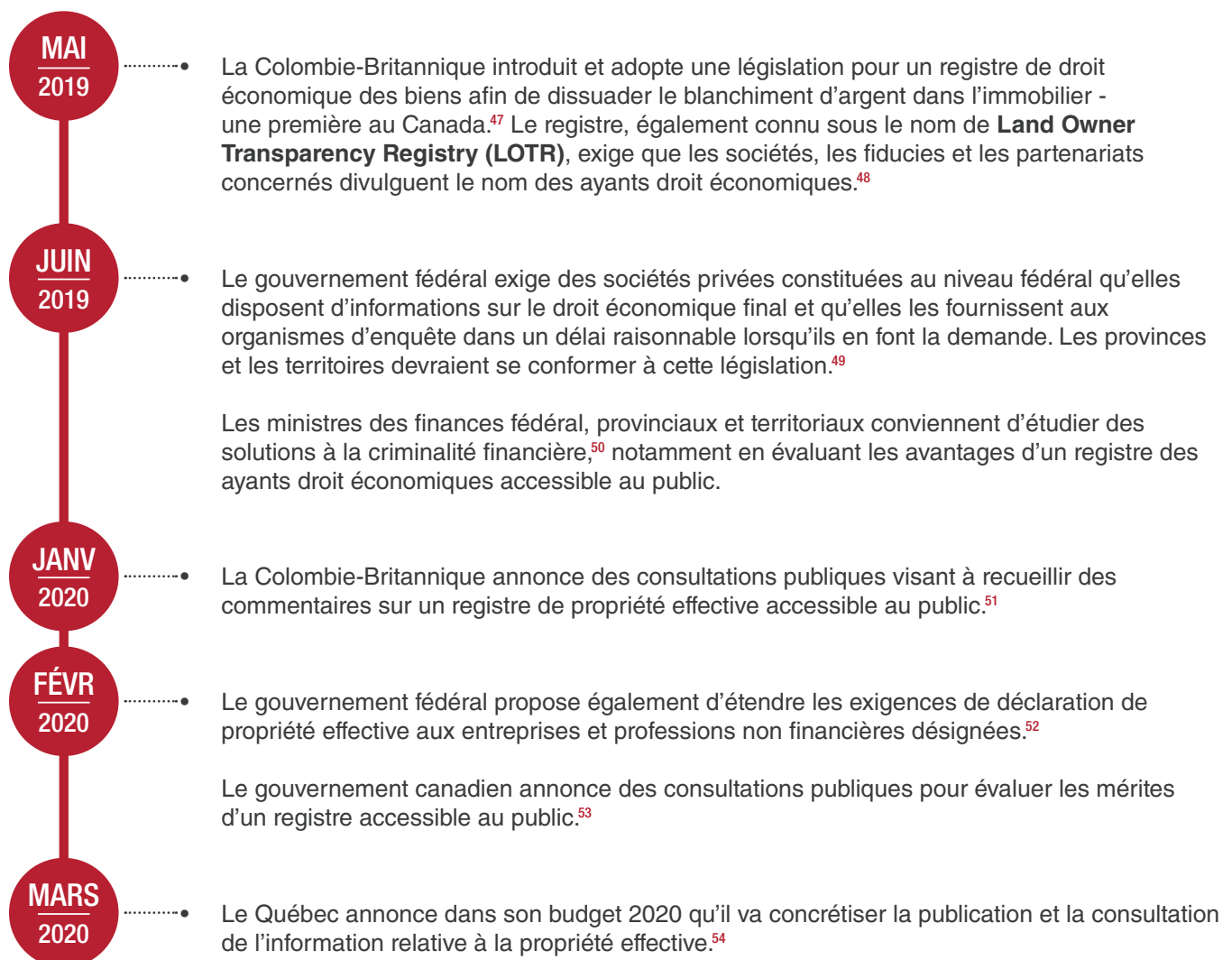


Section 2

Ce qui est fait alors que le Canada s'oriente vers la transparence de la propriété bénéficiaire

Échéancier des progrès

Depuis des années, les groupes de pression et les experts de la lutte contre le blanchiment d'argent demandent au gouvernement fédéral d'améliorer la transparence de la propriété bénéficiaire. Voici une liste des principaux jalons posés au Canada en avril 2020 :



Le contexte mondial et la nécessité d'une solution canadienne

Les gouvernements d'autres pays reconnaissent que les registres publics peuvent contribuer à démasquer les agents à l'origine d'opérations illégitimes et à les empêcher de s'installer.

Le Royaume-Uni, le Danemark, la Lettonie, la Slovénie, la Bulgarie et l'Ukraine ont déjà mis en place des registres publics. Tous les États membres de l'UE ont accepté de mettre en place des registres publics. Le Royaume-Uni prévoit de faire de même avec ses territoires d'outre-mer d'ici 2023.⁵⁵ Même les paradis fiscaux connus, comme les îles Caïmans, se sont engagés à mettre en place un registre public conformément aux règles britanniques.⁵⁶ Près de 50 pays, dont l'UE, ont mis en place ou prévoient de mettre en place des registres de propriété effective, dont la majorité sera publique.⁵⁷

L'industrie s'oriente également vers une plus grande transparence. L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), une norme mondiale de bonne gouvernance de l'industrie pétrolière, gazière et minière, a exigé de 52 pays membres qu'ils divulguent les propriétaires bénéficiaires des entreprises extractives d'ici 2020.⁵⁸ Ces pays publieront ces informations, ce qui permettra aux forces de l'ordre, à la société civile et à d'autres d'examiner les données.

Au moins 20 pays dans le cadre du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) se sont engagés à faire progresser les normes mondiales sur la transparence de la propriété bénéficiaire à partir de juillet 2019.⁵⁹ Le Canada fait également partie des 37 pays membres du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), un organisme intergouvernemental qui établit des normes internationales et évalue les politiques des membres en matière de lutte contre les produits de la criminalité, y compris la transparence de la propriété bénéficiaire. En 2016, le GAFI a attribué au Canada de faibles notes de conformité pour le laxisme en matière de transparence des informations sur la propriété bénéficiaire.⁶⁰

Le Canada peut apprendre de ses pairs internationaux qui ont joué un rôle proactif dans la lutte contre le secret d'entreprise et l'amélioration de la transparence et de la responsabilité.





Section 3

Comment le Canada peut créer un registre accessible au public efficace

Fixer le bon seuil : quel est le degré de propriété requis pour la divulgation ?

Le seuil fait référence au montant de la propriété et du contrôle qu'une personne doit avoir pour être considérée comme un bénéficiaire effectif. Plus le seuil est élevé, plus il est facile pour les criminels de se cacher. Des experts aux États-Unis et dans l'UE ont remis en question la notion conventionnelle de seuil de propriété et de contrôle fixé à 25 % et ont recommandé de l'abaisser à 10 %.⁶¹ Une analyse de Global Witness a révélé qu'au Royaume-Uni, une entreprise sur dix affirmait ne pas avoir de propriétaire effectif en dessous de ce seuil plus élevé de 25%.⁶²

Un rapport de l'Open Government Partnership a documenté un exemple de la façon dont cela se produit : Le banquier kazakh Mukhtar Ablyazov a caché ses crimes de détournement de fonds sous le couvert de huit sociétés en utilisant plusieurs entités qui détenaient des intérêts de 9,5 à 9,96% pour éviter de passer le seuil de divulgation de 10%.⁶³ Il a fallu plus de deux ans aux autorités pour rassembler suffisamment de preuves contre lui.⁶⁴ Un registre public avec un seuil inférieur aurait pu aider les forces de l'ordre ou d'autres à établir un lien entre Ablyazov, ses multiples sociétés et la source des fonds.

Les législateurs canadiens devraient considérer l'exemple du gouvernement de la Colombie-Britannique. En créant le premier registre foncier public au Canada, la Colombie-Britannique a fixé le seuil d'un nombre important d'actions à 10 %, ⁶⁵ reconnaissant que 25 % est trop élevé.

Domaines d'information qui devraient être recueillis dans un registre accessible au public

Les entreprises devraient être tenues de recueillir et de communiquer les informations de base suivantes sur leurs propriétaires effectifs :

- Identification du propriétaire effectif : nom complet et noms communs, mois et année de naissance, adresse résidentielle, adresse de service et pays de résidence actuelle. L'indication des pays de résidence antérieure améliorera l'identification positive. Des identificateurs uniques doivent également être attribués à tous les bénéficiaires effectifs.
- Décrire la relation avec le propriétaire effectif : informations sur la nature et l'étendue des intérêts effectifs détenus.

Application et sanctions

Les entreprises doivent signaler les changements tels que la vente d'actions ou la propriété. La non-divulgence d'informations doit faire l'objet d'une sanction financière suffisamment importante pour dissuader les criminels. En effet, les blanchisseurs d'argent considéreront les petites pénalités comme le simple coût de l'activité et poursuivront probablement leurs activités illégales.

Les amendes pour non-divulgence volontaire peuvent atteindre 1 000 000 d'euros en Allemagne, et vont généralement de 50 000 à 200 000 euros en cas de non-respect, ainsi que des peines d'emprisonnement à Gibraltar, à Malte, aux Pays-Bas et en Norvège.⁶⁶

Un registre efficace nécessite également un bureau central doté d'un mandat clair et de pouvoirs de sanction. Des bureaux d'enregistrement spécialisés en droit des sociétés seraient habilités à détecter les risques et à déterminer quand une vérification ou une enquête supplémentaire est nécessaire.⁶⁷

Validation des informations et des solutions techniques

Les propriétaires bénéficiaires doivent être vérifiés tout comme les personnes sont tenues de le faire pour conduire une voiture ou ouvrir un compte bancaire. Il peut s'agir par exemple de passeports, de permis de conduire ou de cartes d'identité provinciales avec photo. Les preuves d'identité doivent être accessibles aux forces de l'ordre ou aux organismes de réglementation, mais ne doivent pas être accessibles au public. Une déclaration sous serment ou une attestation de propriété peut également être exigée.

Les systèmes de vérification par des tiers, tels que les cartes d'identité numériques, peuvent faciliter le traitement des informations relatives à la propriété effective dans les différentes juridictions. Plusieurs banques et institutions financières ont adopté des technologies émergentes telles que Verified.me, qui permettent aux particuliers de confirmer leur identité en ligne en toute sécurité.⁶⁸ Toutes les grandes banques canadiennes se tournent vers un cadre numérique. L'Association des banquiers canadiens a demandé un système fédéral d'identification numérique pour réduire la fraude et améliorer la conformité tout en réduisant les vérifications d'antécédents et les coûts.⁶⁹

Mettre en lumière le secret d'entreprise tout en préservant la vie privée des individus

Il est important de faire la distinction entre le secret et la vie privée. Le secret est l'acte de dissimuler quelque chose. La vie privée est un droit individuel. Comme l'ont souligné les défenseurs de la lutte contre la corruption, rien ne justifie le secret d'entreprise.⁷⁰

Les registres doivent être conçus de manière à protéger la vie privée. Le registre britannique contient des informations sur les ayants droit économiques, comme la date de naissance complète, mais seuls le mois et l'année sont rendus publics.

Le Canada devrait appliquer des restrictions pour protéger la vie privée. Des informations telles que le pays d'origine pourraient donner lieu à un profilage racial et l'accès du public à ces champs devrait être limité. Dans de très rares cas, l'implication dans une entreprise ou une richesse associée pourrait faire des individus des cibles d'enlèvement ou d'extorsion. Toutefois, au Canada, de nombreuses grandes entreprises rentables sont cotées en bourse et les propriétaires détenant 10 % ou plus des actions avec droit de vote sont inscrits à la cote via le System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI). Les informations sur la richesse sont déjà dans le domaine public.⁷¹

Le Royaume-Uni applique une procédure rigoureuse d'exemption d'information et n'offre aucune exemption générale à un groupe de personnes. Sur plus d'un million d'entreprises qui ont fourni des informations sur la propriété bénéficiaire, seules 270 ont demandé à ce que leurs informations ne soient pas divulguées au motif que cela les mettrait en danger.⁷² Dans des cas exceptionnels, les informations sur le propriétaire restent à la disposition des autorités, et les autres détails sont protégés.⁷³

Le Canada a mis en place un processus pour atténuer les risques.⁷⁴ Chaque fois qu'un programme fédéral est créé ou modifié, un exercice d'évaluation des risques pour la vie privée est effectué. Les évaluations sont examinées par le commissaire à la protection de la vie privée du Canada, qui peut recommander des mesures supplémentaires pour protéger la vie privée.

Les propriétaires qui n'ont rien à cacher n'ont aucune raison de rechercher le secret. Les risques minimes pour la vie privée seraient finalement éclipsés par les gains sociétaux plus larges de transparence accrue et de prévention de la criminalité.

Pour en savoir plus, consultez notre rapport sur la protection de la vie privée, *A Public Beneficial Ownership Registry and the Canadian Privacy Regime: A Legal Analysis*.



L'accessibilité est la clé d'un registre public efficace

Les registres devraient être accessibles à tous, des fonctionnaires du fisc et des institutions financières aux journalistes qui mènent des enquêtes et aux entreprises canadiennes qui effectuent des contrôles préalables. Le contrôle public peut réduire les erreurs et améliorer les données. Les utilisateurs devraient pouvoir signaler les informations fausses ou manquantes en utilisant un portail ou une ligne de signalement.

Le registre britannique a aidé le public à trouver des informations erronées. Entre juillet 2017 et mars 2018, 58 352 rapports du public ont été publiés concernant des erreurs et des divergences probables dans le registre des entreprises.⁷⁵ Bien que cela puisse sembler problématique, il est de loin préférable que les informations incorrectes soient corrigées par la divulgation publique et le crowdsourcing plutôt que de les conserver en privé.

Le registre britannique a aidé le public à trouver des informations erronées. Entre juillet 2017 et mars 2018, 58 352 rapports du public ont été publiés concernant des erreurs et des divergences probables dans le registre des entreprises.⁷⁵

Que pourriez-vous faire avec ces informations ? Leçons tirées du Royaume-Uni

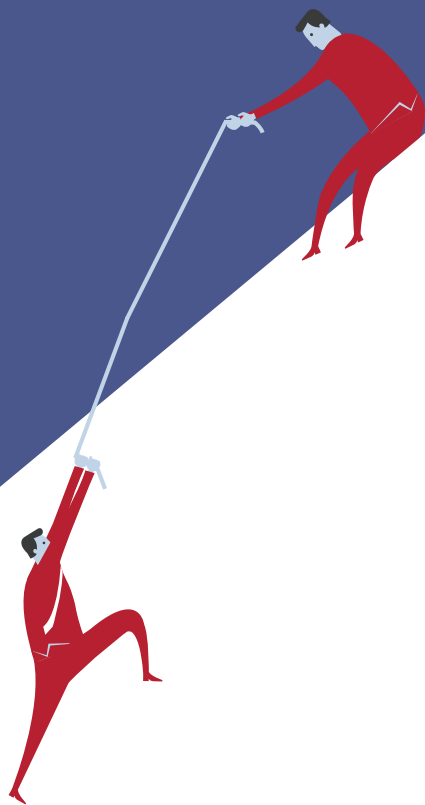
- **Les dénonciateurs** pourraient, en toute confidentialité, relier la corruption ou des crimes tels que le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale aux bénéficiaires effectifs et à leurs entreprises en utilisant une ligne téléphonique anonyme.
- **Les organisations de la société civile et les journalistes** pourraient utiliser ces données pour enquêter sur des conflits d'intérêts et d'autres questions d'intérêt public. Le format ouvert du registre britannique a contribué à faciliter les enquêtes visant à découvrir les propriétaires effectifs de sociétés britanniques, y compris un article explosif du Financial Times en 2019 qui a révélé qu'un tiers des milliardaires britanniques avaient déplacé leur résidence fiscale personnelle vers des paradis fiscaux.⁷⁶
- **Les autorités fiscales et d'enquête étrangères et nationales** pourraient analyser les données pour détecter les incohérences entre les régions, ce qui renforcerait la collaboration entre les gouvernements. Le registre britannique a été recoupé avec les ensembles de données publiques d'autres régions. Par exemple, des divergences ont été constatées entre les déclarations de patrimoine des politiciens et des fonctionnaires ukrainiens et les propriétaires effectifs figurant dans le registre du PSC.⁷⁷

Conclusion

En matière de propriété effective, ce que vous ne savez pas peut vous nuire. Les gouvernements ont appris cette leçon à la dure, en perdant des milliards à cause du blanchiment d'argent et des stratagèmes d'évasion fiscale. Les délits utilisant des sociétés fictives laissent peu de traces écrites, ce qui frustré les services répressifs et fiscaux qui manquent déjà de ressources.

Le degré de secret accordé aux sociétés a coûté cher aux Canadiens. Les mauvais acteurs ont exploité l'économie stable du Canada, ce qui a conduit à la criminalité, à des logements hors de prix et à une corruption accrue.

Le gouvernement canadien a reconnu le problème et a accepté d'examiner toutes les options pour le résoudre, y compris un registre public de la propriété effective. C'est une mesure positive, mais elle ne va pas assez loin pour un pays du G7 qui a pris du retard sur ses pairs. Quarante-cinq juridictions se sont déjà engagées à mettre en place des registres publics. Il est temps que le Canada se joigne au mouvement mondial en faveur de la transparence de la propriété effective.



Passer à l'action

Pour en savoir plus et suivre la campagne au Canada, visitez notre site web : www.endsnowwashing.ca.

Suivez la campagne sur Twitter [@endsnowwashing](https://twitter.com/endsnowwashing) et utilisez le hashtag [#endsnowwashing](https://twitter.com/endsnowwashing) pour vos tweets.

Parlez de cette question et contactez les élus pour qu'ils agissent - la pression publique est importante. Envoyez un courriel au ministre Navdeep.Bains@parl.gc.ca et Chrystia.Freeland@parl.gc.ca ou écrivez-leur, aucun timbre n'est requis, à la Chambre des communes, Ottawa, ON, K1A 0A6.

Références

- 1 Combating Money Laundering in B.C. Real Estate, The Expert Panel on Money Laundering, mars 2019, p. 44 : <https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/housing-and-tenancy/real-estate-in-bc/combating-money-laundering-report.pdf>.
- 2 Snow-washing definition, Wikipédia, avril 2018 : https://en.wikipedia.org/wiki/Snow_washing.
- 3 While the G20 drags its feet, the corrupt continue to benefit from anonymous company ownership, Transparency International Canada, avril 2018 : https://www.transparency.org/news/feature/while_the_g20_draggs_its_feet_the_corrupt_continue_to_benefit_from_anonymous.
- 4 No Reason to Hide: Unmasking the Anonymous Owners of Canadian Companies and Trusts, Transparency International Canada, mai 2017 : <https://static1.squarespace.com/static/5c8938b492441bf93fdbc536/t/5cc245569140b70799b79a66/1556235627381/No-Reason-To-Hide.pdf>.
- 5 "Dirty Money - Part 2," Peter German, mars 2019, p. 82 : https://icclr.org/wp-content/uploads/2019/06/Dirty_Money_Report_Part_2.pdf?x21689.
- 6 Combating Money Laundering in BC, Expert Panel on Money Laundering, mars 2019 p. 2 : <https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/housing-and-tenancy/real-estate-in-bc/combating-money-laundering-report.pdf>.
- 7 Snow-washing Part 1: Canada is the World's Newest Tax Haven, Robert Cribb, Marco Chown Oved, le Toronto Star, janvier 2017 : <https://projects.thestar.com/panama-papers/canada-is-the-worlds-newest-tax-haven/>.
- 8 Why We Fail to Catch Money Launderers 99.9 percent of the Time, l'Institut Howe Institute, mai 2019, p. 10 : <https://www.cdhowe.org/public-policy-research/why-we-fail-catch-money-launderers-999-percent-time>.
- 9 Building a Transparent Beneficial Ownership Registry, Publish What You Pay Canada, décembre 2017 : <https://www.pwyp.ca/resources/building-a-transparent-beneficial-ownership-registry>.
- 10 Secret Entities: A legal analysis of the transparency of beneficial ownership in Canada, Mora Johnson, décembre 2017 : <https://static1.squarespace.com/static/5c4638563c3a53c04e226492/t/5c6c9f5cee6eb00cf07a72fd/1550622558640/secret-entities.pdf>.
- 11 Building a Transparent, Effective Beneficial Ownership Registry, Mora Johnson, décembre 2017 : <https://static1.squarespace.com/static/5c8938b492441bf93fdbc536/t/5cc24633f9619ab923823b96/1556235835496/PWYP-Canada-CRBO-Policy-English.pdf>.
- 12 Dirty Money - Part 2, p. 63.
- 13 Transparency International, Indice de perception de la corruption, janvier 2020 : <https://www.transparency.org/cpi2019?/news/feature/cpi-2019>.
- 14 No Reason to Hide, p.6.
- 15 Fentanyl kings in Canada allegedly linked to powerful Chinese gang, the Big Circle Boys, Global News, novembre 2018 : <https://globalnews.ca/news/4658158/fentanyl-kingpins-canada-big-circle-boys/>.
- 16 Terrorism, Inc.: How Shell Companies Aid Terrorism, Crime, and Corruption, Open Society Foundation, 2016, p. 2 : https://www.opensocietyfoundations.org/publications/terrorism-inc-how-shell-companies-aid-terrorism-crime-and-corruption#publications_download.
- 17 The Puppet Masters: How the Corrupt Use Legal Structures to Hide Stolen Assets and What to Do About It, World Bank, Stolen Asset Recovery Initiative, 2011, cited in Terrorism, Inc., p. 2.
- 18 Getting the UK's House in Order, Global Witness, mai 2019 : <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/corruption-and-money-laundering/anonymous-company-owners/getting-uks-house-order/>.
- 19 The Use of Scottish Limited Partnerships in Money Laundering Schemes, Jaccy Gascoyne, MLROS : <https://mlros.com/the-use-of-scottish-limited-partnerships-in-money-laundering-schemes/>.
- 20 Three ways the UK's Register of the Real Owners of Companies is already proving its worth, juillet 2018 : <https://www.globalwitness.org/en/blog/three-ways-uks-register-real-owners-companies-already-proving-its-worth/>.
- 21 Why We Fail to Catch Money Launderers 99.9 percent of the Time, l'Institut Howe Institute, mai 2019 : <https://www.cdhowe.org/public-policy-research/why-we-fail-catch-money-launderers-999-percent-time>.
- 22 Anonymous Companies: How Hidden company ownership is a major barrier in the fight against poverty and what to do about it, Global Witness, mai 2013 : https://cdn.globalwitness.org/archive/files/library/anonymous_companies4b.pdf.
- 23 Terrorism, Inc.: Comment les sociétés-écran aident le terrorisme, le crime et la corruption, Diana L. Ohlbaum, Open Society Foundations, 2013 : https://www.opensocietyfoundations.org/publications/terrorism-inc-how-shell-companies-aid-terrorism-crime-and-corruption#publications_download.

- 24 The Companies We Keep: What the UK's open data register actually tells us about company ownership, Global Witness, juillet 2018 : <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/corruption-and-money-laundering/anonymous-company-owners/companies-we-keep/#chapter-1/section-1>.
- 25 Combating Money Laundering in BC real estate, Expert Panel Report, p. 61.
- 26 No Reason to Hide, Transparency International Canada, 2016, p. 31 : <https://static1.squarespace.com/static/5c8938b492441bf93fdbc536/t/5cc245569140b70799b79a66/1556235627381/No-Reason-To-Hide.pdf>.
- 27 OPACITY : Why Criminals Love Canadian Real Estate (And How to Fix It), Transparency International Canada, avril 2019 : <https://static1.squarespace.com/static/5c8938b492441bf93fdbc536/t/5c92f6ec104c7b75c315b507/1553135372459/BOT-GTA-Report-English.pdf>.
- 28 OPACITY, p. 28.
- 29 Agents Facilitateurs, Enquête, mars 2020 : <https://ici.radio-canada.ca/tele/enquete/site/segments/reportage/159240/courtiers-immobilier-facilitateur-blanchiment-argent-investissement-maison-condos-luxe->.
- 30 MacEwan University frauded of \$11.8M in online phishing scam, CBC News, août 2017 : <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/macewan-university-phishing-scam-edmonton-1.4270689>.
- 31 Global Fraud Survey, Ernst & Young, 2016 : <https://www.ey.com/gl/en/services/assurance/fraud-investigation---dispute-services/ey-global-fraud-survey-2016>.
- 32 People of Significant Control (PSC) Register: Review of Implementation, Department of Business, Energy and Industrial Strategy, août 2019, p.5 : https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/822823/review-implementation-psc-register.pdf.
- 33 People of Significant Control (PSC) Register: review of implementation, p. 45.
- 34 People of Significant Control (PSC) Register: review of implementation, p.45.
- 35 Building a Transparent, Effective Beneficial Ownership Registry, p. 9.
- 36 It's Time for Canada to Embrace a Public UBO registry, James Cohen, FCPA Blog, avril 2020 : <https://fcablog.com/2020/04/15/its-time-for-canada-to-embrace-public-ubo-registries/>.
- 37 Who Owns the Wealth in Tax Havens? Macro Evidence and Implications for Global Inequality, Journal of Public Economics, 162, Alstadsaeter, Annette, Neils Johannsen, and Gabriel Zucman, septembre 2017, p. 89-90 : <https://www.nber.org/papers/w23805>.
- 38 Who Owns the Wealth in Tax Havens? p. 92-93.
- 39 Près de 900 Canadiens ont été retrouvés dans les Paradise Papers, mais aucune accusation n'a encore été portée. The National Post. Avril 2019 : <https://nationalpost.com/pmnn/news-pmnn/canada-news-pmnn/nearly-900-canadians-found-in-panama-papers-but-no-charges-have-yet-been-laid>
- 40 More than 3000 Canadians names in the Paradise Papers, Valerie Ouellete, Dave Seglins, et Rachel Houlihan, CBC. Novembre 2017 : <https://www.cbc.ca/news/business/paradise-papers-canada-connection-1.4386126>.
- 41 Who Owns the Wealth in Tax Havens? p. 89-90.
- 42 Millions in suspected Russian crime proceeds flowed through Canadian banks, companies. Swain, Diana and Jennifer Fowler, CBC News, mai 2017 : <https://www.cbc.ca/news/business/russian-money-canada-1.4102132>.
- 43 Tax haven' Canada being used by offshore cheats, Panama Papers show, Seglins, Dave, Rachel Houlihan et Zach Dubinsky, CBC News, janvier, 2017 : <https://www.cbc.ca/news/investigates/panama-papers-canada-tax-haven-1.3950552>.
- 44 Ibid.
- 45 Canadian Tax Avoidance: Examining the Potential Tax Gap, Conference Board of Canada, février 2017 : https://www.conferenceboard.ca/press/newsrelease/17-02-12/Closing_The_Tax_Gap_in_Canada_Would_Increase_Revenues_Available_to_Governments_and_Fairness_to_Taxpayers.aspx.
- 46 Canadian corporations dodged up to \$11B in taxes in a year, CRA report finds, Pete Evans, CBC News, juin 2019 : <https://www.cbc.ca/news/business/cra-corporate-taxes-1.5179489>.
- 47 New legislation makes B.C. global leader in ending hidden ownership, Government of British Columbia, avril 2019 : <https://news.gov.bc.ca/releases/2019FIN0037-000545>.
- 48 Land Ownership Transparency Registry, Land Title and Survey Authority of British Columbia, 2020 : <https://landtransparency.ca/>.
- 49 Individuals with Significant Control, Department of Innovation, Science, and Economic Development Canada, mai 2020: <https://www.ic.gc.ca/eic/site/cd-dgc.nsf/eng/cs08216.html>.
- 50 Le gouvernement du Canada dirige la réponse nationale au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme, ministère des Finances Canada, juin 2019 : <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2019/06/declaration-commune--les-gouvernements-federal-provinciaux-et-territoriaux-collaborent-pour-lutter-contre-le-blanchiment-dargent-et-le-financement-.html>.

- 51 Establishing a registry of corporate beneficial ownership in B.C., gouvernement de la Colombie-Britannique, mars 2020 : <https://engage.gov.bc.ca/govtogetherbc/consultation/corporate-beneficial-ownership-registry-consultation/>.
- 52 Gazette du Canada, Partie I, Volume 154, Numéro 7 : Règlement modifiant le Règlement modifiant certains règlements pris en vertu de la Loi de 2019 sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes, ministère des Finances, février 2020 : <http://gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2020/2020-02-15/html/reg1-eng.html>.
- 53 Consultation sur le renforcement de la transparence de la propriété effective des entreprises au Canada, ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada, mars 2020 : <https://www.ic.gc.ca/eic/site/142.nsf/eng/00001.html>.
- 54 Government of Quebec to introduce heightened beneficial ownership requirements for business owners, Dentons, avril 2020 : <https://www.dentons.com/en/insights/alerts/2020/april/9/government-of-quebec-to-introduce-heightened-corporate-transparency>.
- 55 Registers of Beneficial Ownership, House of Commons Library, Federico Mor, août 2019 : <http://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/CBP-8259/CBP-8259.pdf>.
- 56 Cayman Signals Willingness to Abandon Corporate Secrecy – But Not Yet, International Consortium of Investigative Journalists, octobre 2019 : <https://www.icij.org/investigations/paradise-papers/cayman-signals-willingness-to-abandon-corporate-secrecy-but-not-yet/>.
- 57 Beneficial Ownership Verification, Tax Justice Network, janvier 2019, p.11 : https://www.taxjustice.net/wp-content/uploads/2019/01/Beneficial-ownership-verification_Tax-Justice-Network_Jan-2019.pdf.
- 58 Beneficial Ownership – revealing who stands behind the companies, Extractive Industries Transparency Initiative : <https://eiti.org/beneficial-ownership>.
- 59 Beneficial Ownership, Open Government Partnership, 2020 : <https://www.opengovpartnership.org/policy-area/beneficial-ownership/>.
- 60 Canada's measures to combat money laundering and terrorist financing, Financial Action Task Force, septembre 2016 : <https://www.fatf-gafi.org/publications/mutualevaluations/documents/mer-canada-2016.html>.
- 61 Confronting Money Laundering and Terrorist Financing: Moving Canada Forward, Report from the Standing Committee on Finance, novembre 2018, p. 14 : <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/FINA/Reports/RP10170742/finarp24/finarp24-e.pdf>.
- 62 Global Report, Beneficial Ownership, Open Government Partnership, p. 12 : https://www.opengovpartnership.org/wp-content/uploads/2019/05/Global-Report_Beneficial-Ownership.pdf.
- 63 Global Report, p.2.
- 64 Ibid.
- 65 What You Need To Know About The Land Ownership Transparency Act, Gowling WLG, août 2019 : <https://gowlingwlg.com/en/insights-resources/articles/2019/what-you-need-to-know-land-owner-transparency-act/>.
- 66 Obligations: Penalties for non-compliance, FINTRAC, août, 2018 : <https://www.fintrac-canafe.gc.ca/pen/1-eng>.
- 67 Building a Transparent, Effective Beneficial Ownership Registry, Mora Johnson, décembre 2017, p.6 : <https://static1.squarespace.com/static/5c8938b492441bf93fdbc536/t/5cc24633f9619ab923823b96/1556235835496/PWYP-Canada-CRBO-Policy-English.pdf>.
- 68 Verified Me website: <https://verified.me/>.
- 69 White Paper : Canada's Digital ID Future - A Federated Approach, Canadian Bankers Association, mai 2018 : <https://cba.ca/embracing-digital-id-in-canada>.
- 70 Data Protection and Privacy, Open Ownership, mai 2019, p.6 : <https://www.openownership.org/uploads/oo-data-protection-and-privacy.pdf>.
- 71 System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI) : https://www.sedi.ca/sedi/SVTWelcome?locale=en_ca&pageName=splashPage
- 72 Tirer les leçons du registre public de la propriété effective au Royaume-Uni, Open Ownership, p.5 : <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/corruption-and-money-laundering/learning-lessons-uks-public-beneficial-ownership-register/>
- 73 Restricting the Disclosure of your PSC Information, Government of UK, avril 2018 : <https://www.gov.uk/government/publications/restricting-the-disclosure-of-your-psc-information/restricting-the-disclosure-of-your-information>.
- 74 A Public Beneficial Ownership Registry and the Canadian Privacy Regime: A Legal Analysis, Mora Johnson, octobre 2019 : <https://static1.squarespace.com/static/5c8938b492441bf93fdbc536/t/5eac6dd026b8946d37f7dde2/1588358609932/endsnowwashing-public-beneficial-ownership-registry.pdf>.
- 75 Global Witness, Getting the UK's House in Order, mai 2019, p.3 : <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/corruption-and-money-laundering/anonymous-company-owners/getting-uks-house-order/>.
- 76 Getting the UK's House in Order, p. 12, citing P. Morgan-Bentley, B. Kenber & L. Goddard, A third of British billionaires have moved to a tax haven, 7 mars 2019.
- 77 Getting the UK's House in Order, p.3.

#end snowwashing



Suivez la campagne @endsnowwashing
endsnowwashing.ca



Canadiens *pour une*
fiscalité équitable
Canadians for Tax Fairness



**PUBLISH WHAT
YOU PAY CANADA**



**TRANSPARENCY
INTERNATIONAL
CANADA**